



Lundi, 10. Octobre 2016

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Ressources en eau : Un plan d'action pour l'irrigation</i>	<i>2</i>
<i>Réhabilitation des réseaux d'assainissement.....</i>	<i>2</i>
<i>Loukal : "La croissance mondiale est encore faible"</i>	<i>3</i>
<i>Une délégation autrichienne à Alger le 16 octobre : Nouer des partenariats</i>	<i>4</i>
<i>Amel Hantous: "L'Algérie dispose d'un potentiel magnifique"</i>	<i>4</i>
<i>Ouverture prochaine aux producteurs étrangers et algériens.....</i>	<i>5</i>
<i>7e Salon international des énergies renouvelables à Oran.....</i>	<i>5</i>
<i>La baisse des importations de véhicules a impacté le secteur des assurances.....</i>	<i>6</i>
Commerce	7
<i>Électroménager : Condor envisage d'augmenter les prix de ses produits</i>	<i>7</i>
Régions.....	7
<i>Mascara : L'agriculture en plein essor</i>	<i>7</i>
<i>Tébessa : Tout pour le blé.....</i>	<i>8</i>
<i>Relizane : Des projets ambitieux pour Oued Djemaâ.....</i>	<i>8</i>
Divers	8
<i>Le chiffre du jour : 23.000 barils/jour.....</i>	<i>8</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Ressources en eau : Un plan d'action pour l'irrigation

Source : El Moudjahid

« Il est urgent d'avoir un schéma des stations d'assainissement qui peuvent fournir de l'eau pour l'agriculture », c'est ce qu'a déclaré en substance, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, M. Abdelkader Ouali.

Selon le ministre qui intervenait, hier, à la journée technique de vulgarisation du guide technique pour les projets de pose et réhabilitation des réseaux d'assainissement, organisée par l'association des fabricants des tubes plastiques à l'hôtel Hilton, « ce schéma servira d'appui à la réalisation d'un plan d'action pour l'irrigation d'une centaine d'hectares agricoles, soit des eaux de barrages, des puits, des eaux usées... ». Abdelkader Ouali, a indiqué que les capacités d'irrigation des stations d'assainissements peuvent atteindre les 100 hectares, sachant qu'il est possible d'arriver à une capacité de 800 millions de mètres cubes par an. D'ailleurs, « une réunion sera organisée avec le secteur de l'agriculture pour coopérer à la réussite de ce plan », a-t-il souligné.

Amélioration de la gestion du service public

Partant de là, le ministre a appelé à l'amélioration et à la modernisation de la gestion du service public de l'eau qui doit être au diapason des importants investissements réalisés dans ce secteur.

Il a dans ce sillage exhorté, les responsables locaux de l'Algérienne des Eaux (ADE) à améliorer ce service en les interpellant sur la mauvaise gestion de la distribution

de cette ressource et le recouvrement des créances. « Nous sommes devant une situation très négative », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec les directeurs de zones et d'unités de l'ADE, après avoir évoqué des points négatifs constatés sur le terrain.

Parmi ces points « noirs et cruciaux », il a cité les lenteurs dans la résolution des problèmes liés à la distribution notamment les fuites d'eau dans les réseaux d'alimentation ainsi que le manque de contrôle essentiellement au niveau des branchements illicites.

Abdelkader Ouali a également souligné que la réhabilitation et le renforcement du service de l'eau est une question fondamentale et les structures créées pour gérer cette ressource, dont l'ADE, doivent être performantes et dotées d'une bonne gouvernance. « Si ces problèmes ne sont pas pris en compte à temps, cela va provoquer une mauvaise appréciation de la gestion de notre secteur. Il est hors de question que cette situation continue », a-t-il dit.

Il a estimé que ces insuffisances ne correspondaient pas aux efforts consentis par l'Etat durant les 15 dernières années pour mobiliser la ressource hydrique.

Il faut dire qu'après avoir vécu un stress hydrique critique durant la fin des années 1990, l'Algérie a décidé à partir de l'année 2000, de mettre le paquet pour construire des infrastructures en vue de mobiliser le maximum de ressources.

Une enveloppe de 50 milliards de dollars a été consacrée au secteur avec la mise en service de 31 barrages, alors que 9 sont toujours en cours de réalisation.

Ces investissements ont aussi porté sur la réalisation de 250.000 réservoirs et la mise en place de 130.000 kilomètres de réseau ainsi qu'une centaine de stations de traitement et de pompage et 13 stations de dessalement de l'eau de mer.

« Il faut que l'impact de ces efforts soit visible au robinet », a-t-il dit, en insistant sur la problématique des fuites d'eau à laquelle l'ADE devrait désormais réserver plus de moyens « quitte à puiser dans le budget consacré à la réalisation des sièges administratifs ».

M. Ouali a entre autres, insisté sur l'entretien des ouvrages hydrauliques ainsi que sur la gestion de proximité du réseau de distribution et d'assainissement. « Il y a nécessité d'entretenir les réalisations et les ouvrages à travers la surveillance des réseaux et la gestion de proximité », a-t-il insisté en mettant en exergue le rôle et la responsabilité des responsables locaux dans le contrôle de ce service public, même si cette mission est déléguée à d'autres organes (ADE, SEAAL, régie communale...).

Dans ce cadre, le ministre a fait savoir qu'une nouvelle organisation de la gestion de ce service avait été mise en place par son département pour une application immédiate dans toutes les directions des ressources en eau des wilayas.

Réhabilitation des réseaux d'assainissement

Source : El Moudjahid

Un nouveau guide pour les projets de pose et de réhabilitation des réseaux d'assainissement, a été confectionné par le ministère dans le but de réaliser des projets durables et répondant aux standards

internationaux. Ce nouveau guide technique contient 81 nouvelles normes internationales qui sont désormais en vigueur en Algérie et applicables dans les projets d'assainissement.

A cet effet, M. Abdelkader Ouali, a fait savoir que « les réalisations en matière de projets d'assainissement doivent être pérennes et répondre aux standards internationaux d'où la nécessité de ce nouveau document qui est un instrument moderne permettant aux différents acteurs des projets de mieux concevoir, réaliser, réhabiliter et contrôler l'exécution de ces ouvrages », a-t-il souligné, tout en revenant sur les investissements de l'Etat dans le secteur des ressources en eau qui ont dépassé les 20 milliards de dollars (USD), dont 2,5 milliards USD pour les projets d'assainissement. « Les ouvrages des réseaux d'assainissement devraient également être économiquement rentables », a-t-il insisté.

Le guide réunit l'ensemble des règles pratiques et des références réglementaires qui permettent aux différents acteurs de projets de réseaux d'assainissement de mieux maîtriser leur ouvrage de la phase étude jusqu'à la fin de la réalisation.

Selon les explications du directeur de l'assainissement au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, M. Benlechheb Ouahid, le guide est un moyen de faciliter l'accès à toutes les informations et les détails nécessaires pour chaque phase d'un projet afin de favoriser une démarche de qualité pour la mise en service et la conservation d'un patrimoine d'assainissement durable et performant.

Il est destiné à aider le maître d'ouvrage dans l'établissement du projet et la rédaction de son cahier des charges techniques. Il aide également l'entreprise

de réalisation dans le choix des matériaux et procédés, de même que le maître d'œuvre, le bureau d'études et l'organisme de contrôle dans l'accomplissement de leurs missions.

Elaboré par une équipe de cadres algériens, ce document technique est scindé en deux parties : la première est consacrée à la pose du réseau neuf, tandis que la deuxième présente le domaine de la réhabilitation d'un réseau déjà existant.

Loukal : “La croissance mondiale est encore faible”

Source : Liberté

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Loukal, a indiqué à Washington que la faiblesse de la croissance mondiale nécessitait un maintien des politiques monétaires accommodantes et un recours à d'autres politiques budgétaires favorisant la croissance. “La croissance mondiale reste toujours faible. Elle est encore plus molle dans les pays avancés”, a déclaré M. Loukal au cours de la réunion du comité monétaire et financier du FMI, en précisant que les risques à moyen terme persistaient.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie, un groupe appelé communément Menap (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan). Selon lui, ces mesures doivent “être soutenues par des politiques budgétaires pro-croissance”. Dans ce cadre, M. Loukal a mis en garde contre les effets secondaires des très bas taux d'intérêt et des taux d'intérêt négatifs sur la rentabilité de l'industrie bancaire et des assurances, et qui, selon lui,

doivent être étroitement surveillés. En évoquant les perspectives de croissance pour la région du Menap, le gouverneur a souligné que ces pays allaient continuer à faire face à des conditions difficiles, liées à la chute des prix du pétrole, pour les pays exportateurs et à la faiblesse de la demande globale, pour les pays importateurs de brut. Les pays exportateurs de pétrole, a-t-il expliqué, ont réagi à la détérioration de leurs revenus en combinant ajustement budgétaire et ponction sur les réserves de change accumulées, alors que les pays importateurs ont utilisé les gains générés par les faibles prix du pétrole pour réduire les déséquilibres. “Plusieurs pays accomplissent des progrès en matière de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles, mais des efforts soutenus sur plusieurs années dans ces domaines sont nécessaires pour obtenir des résultats tangibles”, a-t-il affirmé.

Le gouverneur a estimé, à ce propos, que les politiques du fonds devraient se focaliser sur les réformes en mesure de donner les meilleurs résultats en matière de renforcement de la croissance potentielle et de création d'emplois. “La promotion de la diversification économique est d'un intérêt particulier pour les pays de la région Menap qui accordent une importance aux bénéfices pouvant être tirés de l'expérience internationale et de la coopération avec le FMI sur de possibles stratégies de moyen terme”, a-t-il ajouté. “Nous continuons à attacher une grande importance à ce que le FMI demeure une institution basée sur les quotes-parts et dispose de ressources adéquates pour faire face aux besoins de ses membres. C'est, en d'autres termes, renforcer ses capacités pour pouvoir octroyer des crédits à ses membres”, a affirmé M. Loukal. Le doublement des ressources du fonds à 659 milliards de dollars, opéré en 2010, n'est pas jugé suffisant pour répondre aux besoins sans cesse

croissants des pays touchés par la crise financière. Ce qui rend indispensable le recours à d'autres lignes de défense temporaires comme l'emprunt bilatéral.

Une délégation autrichienne à Alger le 16 octobre : Nouer des partenariats

Source : El Moudjahid

Preuve de l'attrait constant de notre pays à l'étranger, plusieurs délégations d'hommes d'affaires, responsables et hauts responsables de différentes nationalités visitent régulièrement l'Algérie. D'ailleurs, une délégation autrichienne est attendue à Alger les 16 et 17 octobre à Alger.

La coopération bilatérale, notamment économique, entre l'Autriche et l'Algérie est marquée par une amélioration constante, ces dernières années, notamment dans le secteur de l'agriculture et des transports. Cette amélioration et ce nouveau souffle dans les relations bilatérales est due en particulier après le lancement de la ligne aérienne Alger-Vienne, opérée par Air Algérie depuis avril 2014. Cette grande volonté d'investir durablement et de contribuer au développement de notre pays s'exprime à travers les déclarations de nombreux hommes d'affaires et de nombreuses infrastructures réalisées par les entreprises autrichiennes en Algérie. C'est au regard de cela que la section commerciale de l'ambassade d'Autriche « Advantage Austria » organise, les 16 et 17 octobre, une visite de travail à Alger au profit d'une dizaine d'entreprises autrichiennes relevant de plusieurs secteurs économiques notamment : Machines de production alimentaire, lait et viande, instruments pour la pétrochimie, matériel pour cimenteries, véhicules de loisir, télécommunication, e-commerce, banques.

Le conseiller commercial, M. Markus Haas, a exprimé sa pleine satisfaction quant à l'organisation de cette mission économique à Alger, en indiquant que « celle-ci permettra aux entreprises algériennes de nouer des contacts de partenariat avec de nouvelles sociétés et de nouvelles propositions d'affaires ». « Produire localement tout en utilisant les moyens de production locales avec le savoir-faire autrichien. C'est cela que nous vous proposons », a-t-il ajouté. Et de poursuivre « cette visite d'affaires coïncide avec la tenue à Oran du Salon international de l'infrastructure des transports « Algérie Infrastructure ». « En marge de cette visite », a fait savoir Markus Haas : « Des rencontres d'affaires B2B seront organisées au rendez-vous afin d'identifier les possibilités de coopération et de renforcer des liens déjà établis avec les entreprises et les établissements algériens ». Il faut le rappeler que la technologie et l'expérience des sociétés autrichiennes, notamment dans le secteur ferroviaire avaient été mises à profit dans la réalisation de projets en Algérie, et ce durant les différentes étapes : la planification, le génie civil spécialisé, la signalisation et l'électrification. S'agissant des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Autriche, Franziska Honsowitz, ambassadeur d'Autriche à Alger, a indiqué dans une interview publiée à l'Eco News que « notre pays est le premier partenaire maghrébin et le deuxième partenaire africain de l'Autriche ».

Le volume des échanges commerciaux en 2015, s'est traduit par un équilibre de l'ordre de 600 millions d'euros.

Amel Hantous: "L'Algérie dispose d'un potentiel magnifique"

Source : L'Econews

Experte en communication événementielle et formatrice en tourisme, spécialité qualité de service et culinaire, Madame Amel Hantous a créé une plateforme d'organisation « B to B » tourisme en faveur des hôteliers, restaurateurs et tous les investisseurs dans les annexes de ce secteur stratégique qui est le tourisme.

L'Econews : pourquoi le choix de l'Algérie comme premier invité de votre plateforme B to B tourisme ?

Le premier invité de cette plateforme est l'Algérie parce qu'elle recèle déjà des sites touristiques agréables et mérite un développement de cet important secteur non valorisé jusqu'à ce jour pour multiples raisons. Nous avons consacré à l'Algérie trois éditions pour l'année 2016 et 2017. La 1ère rencontre aura lieu les 17 et 18 novembre de l'année en cours à l'hôtel The Résidence de Tunis sous le thème « opportunités et coopération ». Il s'agit de rencontres entre professionnels du secteur du tourisme algérien et tunisien et aux décideurs et dirigeants politiques pour porter un nouveau dynamisme en créant des partenariats entre les deux pays.

Le B to B tourisme est un programme de rendez-vous ciblant aussi les nouveaux investisseurs, les opérateurs hôteliers et tous les acteurs intervenants dans le tourisme et ses annexes. De même, les agences de voyages et les centres de formations dans ce domaine sont cordialement invités à rencontrer le savoir-faire tunisien et saisir des contrats de partenariat et de converger les intérêts de part et d'autre.

Quel est l'objectif de ces rencontres ?

La Tunisie comme tout le monde le sait, a une expérience dans le tourisme de plus de 50 ans et

L'Algérie est un très beau pays avec une infrastructure touristique et hôtelière très faible par rapport au potentiel existant, outre la prestation de service qui reste à désirer. L'Algérie peut avoir facilement des complexes touristiques d'envergure. Notre but donc, comme les tunisiens sont aux frontières, il faut saisir l'occasion pour échanger leur expérience afin de pouvoir promouvoir la destination Algérie et booster ainsi l'économie grâce à ce secteur. Pour le développement économique du pays, il faut aussi s'intéresser à d'autres secteurs que le pétrole comme le tourisme qui englobe en lui-même d'autres domaines à savoir la culture, le social, l'artisanat, etc.

L'objectif de ces rencontres donc est d'avoir la qualité de service dans les établissements touristiques en Algérie, à savoir les hôtels, les restaurants, les endroits de loisirs et de divertissement, etc. L'Algérie dispose d'un potentiel magnifique sur le plan paysage, artisanat, gastronomique, surtout les plats traditionnels qui ne sont pas mis en valeur. Il est temps de valoriser ces atouts et les vendre aux touristes nationaux et étrangers.

Vous avez parlé d'autres éditions dédiées au développement du tourisme en Algérie, peut-on savoir de quoi il s'agit ?

La 2eme rencontre sera consacré au tourisme médical et de bien être qui se déroulera à Alger et dont la date sera annoncée lors de la cérémonie de clôture de la 1ere rencontre à Tunis. Cette rencontre compte rassembler d'autres acteurs du secteur du tourisme spécialisé. Par contre la dernière édition sera dédiée au tourisme de loisir, à savoir, organisation des évènements, divertissement, des aqua parcs, des spectacles et nous comptons l'organiser en Algérie aussi

Est-ce que vous avez constaté un écho favorable de la part des responsables du secteur en Algérie pour ce programme ambitieux ?

Ah oui des encouragements à l'infini et le vouloir est là, surtout au dernier salon du tourisme à Constantine, j'ai eu beaucoup de propositions des opérateurs publics ou privés qui veulent améliorer leur qualité de service et rendre le secteur du tourisme un levier de développement économique

Sur le plan formation, est ce que les opérateurs algérien du secteur du tourisme s'intéressent à ce volet ?

Enormément, sur ce plan, plusieurs hôteliers et restaurateurs algériens nous ont sollicités pour programmer des cycles de formation au profit de leurs personnels. Comme, je suis professionnelle de la formation, notamment dans la qualité du tourisme spécialisée dans le service et culinaire, nos amis algériens professionnels du tourisme vont profiter d'un moment unique pour la promotion de leurs affaires surtout que notre programme cible et personnalise les rencontres B to B tourisme.

[Ouverture prochaine aux producteurs étrangers et algériens](#)

Source : Liberté

Le site cinématographique d'El-Achour (Alger) sera ouvert prochainement aux producteurs étrangers et privés, a affirmé samedi le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi. "Le budget de réalisation dudit site a été prélevé sur celui du film sur la vie d'Ibn Badis estimé à 35 milliards de centimes", a indiqué à l'APS le ministre, qui visitait les ruelles du site réalisé en un

temps record pour le tournage des scènes du film sur la vie d'Ibn Badis. "Réalisé par des professionnels et sur la base d'une étude historique, le site sera fin prêt dans une semaine, dans l'attente de la réalisation d'autres compartiments", a-t-il ajouté. Concernant les travaux d'extension du site d'El-Achour, M. Mihoubi a indiqué qu'"il s'agit d'une cité cinématographique moderne où il sera possible de tourner des scènes contemporaines, mais aussi des scènes illustrant des événements historiques sur un autre site, réplique de la Casbah d'Alger, qui sera réalisé plus tard grâce à des prélèvements sur des budgets de films." Pour le ministre, "le lancement d'un site de tournage constitue l'un des principaux pas à franchir dans l'industrie cinématographique, surtout si ce dernier répond aux standards de professionnalisme." Par ailleurs, M. Mihoubi a relevé certains problèmes rencontrés par le cinéma algérien, rappelant que son département œuvrait à promouvoir les métiers du cinéma, notamment ceux ayant trait au montage, aux effets spéciaux, au son et à l'image. L'occasion était pour le ministre de présenter le musicien algérien Salim Dada qui composera la musique du film sur Ibn Badis, rappelant que ce musicien avait composé la musique du film sur St Augustin.

[7e Salon international des énergies renouvelables à Oran](#)

Source : Le Soir d'Algérie

Les professionnels qui opèrent dans le domaine des énergies renouvelables se donnent rendez-vous au Centre de conventions d'Oran, du 24 au 26 octobre 2016, à l'occasion du Salon international Era.

Ce salon majeur, qui en est à sa 7e édition, offre aux différents acteurs dans le domaine un cadre propice qui

«répond à leurs besoins de communication sur leurs activités et leur savoir-faire, et de prospection d'opportunités de partenariats avantageux qui renforcent leurs capacités», souligne l'organisateur. Organisé par Myriade Communication, sous le haut patronage du chef de l'Etat, Era 2016, 7e Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable, bénéficie du contexte favorable «créé par l'impulsion donnée au programme des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, par le chef de l'Etat qui en a souligné le caractère de priorité nationale». Era 2016 «s'inscrit dans l'alternative incontournable qui consiste à construire une économie nationale diversifiée et plus compétitive, impliquant une transition énergétique qui intègre l'émergence d'une filière des énergies renouvelables», note Linda Oulounis, commissaire du salon. Selon elle, le Salon Era est devenu le meilleur «repère» pour les professionnels dans ce domaine. Dans la mesure où il leur permet de connaître, à la fois, l'état des lieux et les perspectives ouvertes par le programme national de développement des énergies renouvelables. Selon l'organisatrice, le salon remplit également une fonction de catalyseur «de la synergie des actions mises en œuvre dans ce créneau par les institutions officielles et organismes qui en relèvent, et par les opérateurs économiques». Cette 7e édition qui verra la participation très active du secteur de l'énergie à travers la présence des deux grands groupes Sonatrach et Sonelgaz avec leurs filiales, du secteur des ressources en eau et de l'environnement, avec ses agences et entreprises, du ministère de l'Industrie et des Mines, directement concerné par le thème de cette année - l'industrie des énergies renouvelables au service d'une économie diversifiée et compétitive -, l'agriculture, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, à côté des acteurs économiques majeurs de la filière, également présents en force. Le salon est

également ouvert sur les autres dimensions du développement durable, à savoir la préservation des ressources naturelles, l'économie d'énergie, la gestion de l'eau, la réutilisation des eaux usées, la valorisation des déchets ... Un cycle de conférences avec des communications présentées par des spécialistes, experts et chercheurs, algériens et étrangers, portant sur des thématiques liées aux énergies renouvelables et au développement durable, auront lieu à l'occasion.

[La baisse des importations de véhicules a impacté le secteur des assurances](#)

Source : Liberté

L'assurance automobile, qui constitue la principale branche du marché des assurances de dommages, a enregistré une diminution de 6,7%.

Les réalisations du marché des assurances (y compris les acceptations internationales et sans les données de la Maatec et de la Trust), au 30 juin 2016, s'élèvent à 69,9 milliards de dinars, enregistrant ainsi une hausse de 3,2% comparativement au premier semestre 2015, annonce le Conseil national des assurances (CNA) qui vient de publier la note de conjoncture du marché national des assurances.

Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de dommages, au premier semestre de l'année en cours, est estimé à 62,2 milliards de dinars, soit une croissance de 2,5% comparativement à la même période de l'année passée et une part de marché de 89%. Avec près de 56% de parts de marché, l'assurance automobile a réalisé un montant de 34,8 milliards de dinars, en baisse de 1,8% comparativement à la même période 2015. Les garanties facultatives ont régressé de 7,8%.

Quant à la garantie "responsabilité civile", elle a progressé de 27,5% et occupe 22,4% du portefeuille de la branche. La branche incendie et risques divers (IRD) a réalisé un chiffre d'affaires de 22,1 milliards de dinars au premier semestre de cette année, soit une hausse de 8,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Les assurances contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) ont enregistré une hausse de près de 31% par rapport à la même période de 2015, contrairement aux risques de construction qui reculent de 12,7%.

La branche transport a crû de 19%. Cette croissance est tirée principalement par la sous-branche "transport aérien" qui a augmenté de 290,5%. La branche agricole a baissé de 4,5%.

L'assurance "crédit" a enregistré une croissance de 9,4% par rapport à la même période de 2015. Selon la note de conjoncture du CNA, le chiffre d'affaires des assurances de personnes au 30 juin 2016 est estimé à 6,4 milliards de dinars, contre 6,1 milliards de dinars à la même période en 2015, soit une évolution de 5,6%.

L'assurance automobile a enregistré une baisse de 6,7% au 2e trimestre de 2016

Durant le deuxième trimestre de l'année en cours, la production du marché des assurances, estimé à 31,6 milliards de dinars (y compris les acceptations internationales), a régressé de 2,1% par rapport au deuxième trimestre 2015. Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de dommages est de près de 28 milliards de dinars, soit une baisse de 0,8% et une part de marché de 87,8%. L'assurance automobile, qui constitue la principale branche du marché des assurances de dommages, a enregistré un montant de 14,4 milliards de dinars, soit une diminution de 6,7%.

Les garanties facultatives ont baissé de 21,1% par rapport au même trimestre 2015. Alors que les garanties “responsabilité civile”, qui détiennent 30,8% du portefeuille automobile, ont progressé de 57,5%. Les assurances de personnes, également, ont connu une baisse au second trimestre de l’année en cours par rapport à la même période de l’année passée.

En effet, le chiffre d’affaires des assurances de personnes relatif au deuxième trimestre 2016 est estimé à 3,1 milliards de dinars, contre 3,3 milliards de dinars à la même période en 2015, soit une régression de 6,1%. “À titre comparatif, la production des assurances de personnes relative au deuxième trimestre 2016 accuse une régression de 4,4% par rapport au premier trimestre 2016”, relève le CNA.

Régression de la cadence de règlement des sinistres Le total des sinistres réglés par l’ensemble des sociétés d’assurance s’établit, au 30 juin 2016, à 29,6 milliards de dinars, marquant ainsi un repli de 3,3%, indique la note de conjoncture du marché des assurances. Les indemnités restent dominées par les assurances de dommages avec 95,7% contre 4,3% pour les assurances de personnes. Le stock des sinistres à payer s’élève à 73,4 milliards de dinars, en hausse de 2,9% comparativement au premier semestre 2015. Le CNA relève une régression de 55,6% de la cadence de règlement des sinistres. Les indemnités au titre des assurances de dommages atteignent, au titre du 1er semestre 2016, 28,3 milliards de dinars, soit une régression de 3,7% par rapport au semestre 2015. La part de l’assurance automobile demeure prépondérante (73,2%), soit un total de sinistres réglés estimé à plus de 20,7 milliards de dinars.

Le montant du stock de sinistres est de 70,5 milliards de dinars, dont 35,8 milliards au titre de la branche

automobile, soit une part de 50,7% du total restant à payer.

COMMERCE

Électroménager : Condor envisage d’augmenter les prix de ses produits

Source : TSA

Condor se prépare à l’entrée en vigueur de la nouvelle taxe sur l’efficacité énergétique prévue dans le projet de Loi de finances 2017. Pour éviter une forte hausse des prix de ses produits à partir de 2017, le groupe privé d’électroménagers a pris deux mesures.

« Nous avons surclassé 12 à 15 de nos produits d’une classe énergétique B à une classe énergétique A qui n’est pas concernée par cette taxe. Cette mesure a été prise afin d’éviter une hausse importante des prix pour nos clients. Néanmoins les autres produits électroménagers de classe B devraient coûter 20 à 30% plus cher après l’instauration de cette taxe », détaille Miloud Bouderbala, directeur chez Condor, lors de la réouverture du showroom central de la marque à Alger.

Condor va engager des investissements pour surclasser les produits de la classe B à la classe A, moins énergivores et donc faiblement taxés. « Dans un programme d’investissement et de mise à niveau, plus de 80% de nos produits seront surclassés d’ici 2 à 3 ans », ajoute M. Bouderbala.

Dans le projet de Loi de finances pour 2017, le gouvernement a introduit une taxe d’efficacité énergétique sur les appareils importés ou fabriqués localement fonctionnant avec l’électricité, le gaz ou tout autre produit pétrolier. Il prévoit également une taxe de 45% sur les appareils électriques qui sont soumis aux

règles d’efficacité énergétiques mais qui ne peuvent être soumis au texte réglementaire lié à la catégorisation et l’étiquetage.

S’il appréhende l’entrée en vigueur de cette taxe, le groupe Condor applaudit toutefois la mise en place des licences d’importation pour les produits électroménagers à partir de 2017. « Cette mesure est favorable aux producteurs algériens, elle fait face à la contrefaçon », a-t-il affirmé.

REGIONS

Mascara : L’agriculture en plein essor

Source : Le Quotidien d’Oran

L’agriculture en général avec ses différents types et formes est considérée comme un pôle d’attraction dans le domaine économique et commercial au niveau de la wilaya de Mascara, dont les agriculteurs, quels que soient leurs métiers (maraîchers, horticulteurs, céréaliers, aviculteurs, etc.) tirent profit des revenus de ces principales ressources. A Mascara, avec une superficie totale de 588.000 ha destinée à l’agriculture, il n’est exploité que les 2/3 actuellement, soit une superficie de 312.800 ha à partir de laquelle 42.200 ha sont en irrigation régulière, et le reste par différents moyens par lesquels elle arrive à réaliser en maraîchage 3.172.000 qx de pomme de terre, 420.800 qx d’olives, 58.000 qx de viande rouge, 135.000 qx de viande blanche et 45,8 millions de litres de lait. Sachant que les terres agricoles sont en appartenance à 60% pour les fellahs privés et 40% pour les privés de l’État (exploitation agricoles en concession). Pour le lait, la wilaya assure une autosuffisance si elle ne participe pas au concours pour combler le déficit qu’affichent les wilayas limitrophes comme Oran, Sidi Belabbès et Tiaret où la demande est assez importante. La production de

lait qui est assurée par les 36.000 vaches qui forment le cheptel de la wilaya qui produisent entre 15 et 20 litres par vache est loin d'être celui des pays outre-mer où la vache produit entre 40 et 50 litres/jour en fonction de la manière d'élever qui sont assurés en fonction d'un régime bien respecté. Par ailleurs, la campagne de plantation de la pomme de terre de saison qui débute à partir du mois janvier et se poursuivra jusqu'en février et a connu jusqu'alors une superficie de 12.350 ha pour une production de 3.300.000 q, selon M. Boulouar Ghali, sous-directeur à la DSA au moment où, selon ses propos, un autre plan pour la multiplication de la pomme de terre de semence a touché une superficie très importante sur les lieux.

La récolte de la pomme de terre de saison réalisée à ce jour a touché 3.000 ha sur les 4.000 emblavés, soit un taux record de 75%. La production locale a atteint une quantité de 960.000 q soit un rendement de 320 q/ha. Comparativement à la campagne passée, le rendement de cette année est considéré comme positif reflétant les efforts déployés par les services concernés. Concernant le stockage de ce produit, afin de régulariser sa commercialisation, la direction de Services agricoles (DSA) vient de conclure une convention avec 08 opérateurs économiques pour un entreposage frigorifique d'une quantité dépassant les 227.800 q, alors que celle prévue par le programme arrêté par la direction est de 345.000 q.

Tébessa : Tout pour le blé

Source : Le Quotidien d'Oran

Un début de mois d'octobre plutôt pluvieux. C'est de bon augure, à l'orée d'une saison agricole que tous les fellahs espèrent meilleure que les années précédentes.

Parallèlement au coup d'envoi de la campagne labours-semences pour l'exercice 2016-2017, les services de la DSA ont mis en place des préparatifs afin que l'opération se déroulera dans de bonnes conditions matérielles.

A ce propos, ces mêmes services ont indiqué que quelque 190.000 ha seront emblavés pour la céréaliculture. Une superficie moins importante que l'an passé, répartie sur 87.000 ha de blé dur, 96.000 ha d'orge et 7.000 ha de blé tendre.

D'autre part, 45.000 quintaux de semences et 20.000 quintaux d'engrais seront mis à la disposition des céréaliers. Côté matériels agricoles, la direction des services agricoles a mobilisé un parc de 1.100 tracteurs, 650 charrues (ou cultivateurs), 40 Cover Crop (semoirs ou épandeurs de graines). La wilaya de Tébessa est une région à vocation agropastorale où la culture céréalière constitue l'essentiel des activités agricoles, en plus de l'élevage.

Mais en raison des effets d'une sécheresse endémique, les pertes subies par les fellahs ont conduit les responsables de l'agriculture à l'effacement des dettes contractées par un certain nombre d'entre eux, un geste que tout un chacun a compris comme étant un encouragement et un soutien des pouvoirs publics pour les activités agricoles.

Relizane : Des projets ambitieux pour Oued Djemaâ

Source : Le Soir d'Algérie

Des projets de désenclavement sont en cours dans les localités défavorisées de Chehaïdia et Blaïd. L'électrification, le raccordement au gaz,

l'approvisionnement en eau potable ainsi que la construction de routes sont autant de moyens entrepris par les autorités pour permettre un regain d'attractivité de ces zones.

Des programmes de développement ont été lancés au niveau de la commune d'Oued Djemaâ notamment dans les localités de Blaïd et Chehaïdia, abandonnées par les habitants lors de la période d'insécurité. Des projets agricoles ont été également prévus par la commune d'Oued Djemaâ concernant la plantation d'arbres ainsi que l'apiculture et l'élevage de bétail. Ces différents programmes ambitionnent de créer plus de 600 emplois dans le secteur agricole. Des sources officielles rapportent un taux très inquiétant de chômage dans la commune. Plus de 45% des habitants de Blaïd seraient sans emploi ou vivant dans la précarité. L'absence d'infrastructures solides serait le facteur principal de cette situation catastrophique. La difficulté d'accéder aux terres agricoles ainsi qu'aux subventions influe énormément sur la motivation des jeunes de la localité. Dans le même volet, le transport continue de constituer un casse-tête permanent pour les habitants de certaines localités susmentionnées. Le transport urbain ainsi que scolaire brillent par leur absence en certaines périodes de l'année, notamment celles les plus froides. Des écoliers cessent carrément de fréquenter leurs classes en période de pluies et de grand froid. Les efforts individuels et ponctuels des autorités et des habitants restent inefficaces devant la permanence des difficultés naturelles. Les riverains appellent, de ce fait, à trouver des solutions radicales pour relier leurs localités aux réseaux routiers.

DIVERS

Le chiffre du jour : 23.000 barils/jour

Source : El Moudjahid

Le Ghana a démarré des exportations d'essence et de gasoil vers cinq pays d'Afrique de l'Ouest à partir de son dépôt de produits pétroliers de Bolgatanga. Ce développement intervient quelques semaines après la mise en production du champ offshore TEN qui génère actuellement 23.000 barils par jour.